RÉPUBLIQUE FRANÇAISE — DÉPARTEMENT DE L'ORNE — 2e CIRCONSCRIPTION



Roland BOUDET

Conseiller Général
Maire de L'Aigle
Député sortant
Candidat du Centre Démocrate et du Mouvement Réformateur

ELECTIONS LEGISLATIVES

SCRUTIN du 4 MARS 1973

Votez

Roland BOUDET

Francis GENG

Candidats de l'Orne pour l'Orne



Francis GENG

Maire-adjoint de Bellême
Président du S.I.
Candidat suppléant

Chères Electrices, Chers Electeurs,

Au terme du mandat que vous m'avez confié, je veux à nouveau vous remercier et vous assurer que j'ai accompli ma mission de mon mieux sans ménager ni mon temps, ni bien souvent ma fatigue. J'ai été, au Parlement, un député assidu à toutes les séances. J'ai déposé 25 propositions de loi, 13 questions orales, 142 questions écrites.

Mon but a été de tout mettre en œuvre pour aider au développement de toutes nos communes et d'apporter à tous ceux qui ont eu des ennuis une aide efficace pour les tirer d'embarras. Pour cela, j'ai tenu de nombreuses permanences où j'ai reçu un grand nombre de personnes, ce que je continuerai à faire.

Certes, j'aurais voulu faire beaucoup plus. Hélas, la majorité actuelle a laissé les administrations parisiennes pratiquer une politique anti-rurale qu'il faut, à tout prix, arrêter. Lorsque tous les parlementaires, tous les Conseillers Généraux et les Maires intéressés ont protesté contre la suppression des petites lignes de chemin de fer qui offraient quelques avantages pour d'éventuels industriels, qui a permis à la S.N.C.F. de passer outre leurs protestations sinon le Gouvernement ?

Lorsque tous les parlementaires, tous les Conseillers Généraux et les Maires ont protesté contre des suppressions de gendarmeries, de Perceptions, de bureaux de poste, de recettes buralistes, qui a permis aux administrations de passer outre leurs protestations sinon le Gouvernement ?

Lorsque, depuis longtemps, nous protestons contre la classification en zone 4 (c'est-à-dire sans avantages) de notre département quant aux aides apportées aux industriels, nous sommes heureux de constater que, lors de la dernière réunion du CEBANOR à Alençon, c'est M. BISSON, Député-Maire UNR de LISIEUX qui s'est, une fois de plus, élevé avec véhémence contre cette zone 4 dans laquelle est aussi classé le Calvados, qui nous prive de toute décentralisation importante. Mais qui donc maintient presque toute la Basse-Normandie en zone 4 sinon le Gouvernement ?

Lorsque, depuis longtemps tous les parlementaires de l'Orne, du Calvados et de l'Eure, dont beaucoup sont U.N.R., ont protesté vivement contre la construction des villes neuves de Saint-Quentin en Yvelines et du Vaudreuil pour lesquelles on va engloutir des milliards et qui vont retenir les industriels à notre détriment et aspirer notre jeunesse, qui donc a persévéré dans la réalisation de ces villes, sinon le Gouvernement ?

Lorsque nous demandons des crédits plus importants pour nos adductions d'eau, nos routes, notre téléphone, qui donc nous les refuse sinon le gouvernement ?

Mais si l'on nous refuse des crédits, par ailleurs, sans consulter le parlement on fait cadeau de 100 milliards anciens aux Pays d'Afrique, et on en engloutit des centaines dans des réalisations de prestige mal gérées comme La Villette et autres scandales !

Contre toute cette politique qui va à l'encontre des intérêts des petites communes, j'ai sans cesse protesté et c'est pour faire changer cette politique anti-rurale que je suis à nouveau candidat.

Malgré toutes ces difficultés accumulées par la politique générale du gouvernement, les Maires, les Conseillers Généraux et les Parlementaires ont réussi cependant à faire venir quelques petites industries ou ateliers dans notre région. Une statistique récente prouve :

qu'en 1958 il y avait dans notre circonscription :

37 entreprises offrant 4.020 emplois

en 1972 il y avait :

78 entreprises offrant 6.720 emplois

Ces 41 nouvelles entreprises installées et ces 2.700 emplois en plus ne sont, certes, pas suffisants mais c'est tout de même une amorce de redressement dont il faut se réjouir.

Demain une majorité nouvelle doit instaurer une politique nouvelle favorable à la vie rurale et améliorant le sort de tous.

C'est pour former cette nouvelle majorité que je sollicite à nouveau votre confiance comme candidat du Centre Démocrate de Jean LECANUET et du Mouvement Réformateur.

Voici, chers Electeurs d'hier qui me connaissez bien et vous nouveaux Electeurs d'aujourd'hui, ce que nous voulons réaliser :

- **POUR LES PERSONNES AGEES :** compléter leurs retraites pour qu'elles soient égales à 100.000 AF par mois.
- **POUR LES OUVRIERS :** pas de salaire mensuel inférieur à 100.000 AF.
- Egalité des salaires féminins et masculins.
- Retraite à 60 ans au taux plein (100.000 AF) et à 55 ans pour les femmes.
- **POUR L'AGRICULTURE :** des prix rémunérateurs garantis pour les produits de l'élevage et indexés sur les prix industriels. Défense de l'exploitation familiale. Aide financière même aux petites exploitations. Crédits pour l'aménagement rural : eau, électricité, chemins, téléphone, bâtiments d'élevage. Remembrement. Aides pour la modernisation des exploitations. Défense des marchés au niveau européen. Défense des bouilleurs de cru.
- **POUR LES COMMERÇANTS ET ARTISANS :** Indemnité viagère immédiate aux commerçants dont les fonds sont invendables. Taxe sur les grandes surfaces pour alimenter ce fonds d'aide aux petits commerçants. Régime général de la Sécurité Sociale étendu aux commerçants et artisans. Alignement de la TVA sur les taux européens (10-12 %). Imposition sur les bénéfices réels, compte tenu du salaire fiscal. Suppression progressive de la patente.
- **POUR LES JEUNES :** crédits doublés pour l'enseignement, surtout l'enseignement technique, crédits augmentés pour les installations sportives et les Maisons de Jeunes.
- **POUR LES A.C., A.C.P.G. ET RAPATRIES :** augmentation des retraites des A.C. de 14-18 et de ceux de 39-45 ; reconnaissance comme A.C. de tous les combattants d'Algérie et d'Indochine ; retraite immédiate à 60 ans pour les A.C.P.G. et versement immédiat des indemnités dues depuis si longtemps aux Rapatriés.
- **POUR LA SANTE :** Défense de la médecine libérale ; crédits augmentés pour les hôpitaux, les maisons de retraite, les crèches.
- **POUR LES COMMUNES ET LE LOGEMENT :** Suppression immédiate de la TVA sur les travaux des communes ce qui diminuera leurs dépenses, crédits doublés pour les logements sociaux HLM en collectifs ou en maisons individuelles.
- **POUR NOTRE REGION :** classement de notre département en zone 1 pour l'aide aux industriels ; augmentation des crédits pour nos routes, nos chemins, le téléphone, les adductions d'eau, le remembrement. Réalisation du turbotrain sur la ligne Paris-Granville. Crédits plus importants pour la construction d'établissements d'enseignement technique.

Tout cela sera rendu possible d'abord s'il y a une majorité nouvelle et aussi si nous mettons rapidement en place des organismes régionaux élus qui comprendront mieux nos besoins que les fonctionnaires parisiens.

La prospérité générale de la France ne pourra continuer de croître que si l'Europe s'organise économiquement sous les directives d'un parlement européen élu au suffrage universel.

Opposés irréductiblement au régime collectiviste que voudraient instaurer les communistes par le biais de l'union de la gauche ; défenseurs d'un régime libéral véritablement démocratique garantissant toutes les libertés notamment la liberté d'enseignement, garantissant la libre entreprise, la médecine libérale, la propriété privée, le droit d'héritage, vous nous accorderez votre confiance pour défendre ces principes qui sont les votres et que la majorité sortante a laissés mettre en péril.

Contre les erreurs, les gaspillages, l'affairisme de la majorité sortante.

Contre les aventures que propose l'union de la gauche.

Vous voterez pour une solution énergique mais raisonnable, pour un changement dans l'ordre, pour la constitution d'une nouvelle majorité, pour une politique favorable au monde rural.

L'enjeu est grave.

Vous voterez pour le Centre Démocrate et le Mouvement Réformateur.

Vous voterez et vous ferez voter pour

Roland BOUDET et Francis GENG

Député sortant,
Conseiller Général,
Maire de L'Aigle.

Candidat suppléant,
Maire-adjoint de Bellême,
Président du S.I.

I. R. B. L'AIGLE